

## En quoi consiste l'Identity Theft Penalty Enhancement Act de 2004?

La Identity Theft Penalty Enhancement Act de 2004. (loi sur les peines complémentaires en cas d'usurpation d'identité – la Loi) établit un nouvel acte criminel au niveau fédéral, soit l'usurpation d'identité grave, qui est mentionné à la section « infractions » de la Loi :

[Traduction] Infractions – (1) En règle générale – Quiconque, durant et concernant un des crimes énumérés à l'alinéa c), transfère, possède ou utilise, sans autorité légale, un moyen d'identifier une autre personne sera, en plus de la peine prévue pour un tel crime, condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans. (2) Infraction relative au terrorisme – Quiconque, durant et concernant un des crimes énumérés à la division 2332b(g)(5)(B), transfère, possède ou utilise, sans autorité légale, un moyen d'identifier une autre personne ou un faux document d'identification sera, en plus de la peine prévue pour un tel crime, condamné à une peine d'emprisonnement de cinq ans.

### Qui est visé par la Loi?

Contrairement à la majorité des autres mesures de protection de la vie privée et de protection contre le vol d'identité, la Loi vise à punir les personnes qui font une utilisation abusive des renseignements et, par conséquent, s'applique à tous les résidents des États-Unis.

### En quoi la Loi concerne-t-elle la gestion de l'information?

Selon une étude réalisée par l'Université du Michigan, le personnel des entreprises est impliqué dans 70 % des vols d'identité. Les entreprises qui adoptent des pratiques de manipulation des documents qui assurent la sécurité des renseignements contribuent à empêcher que les renseignements signalétiques ne tombent en de mauvaises mains. Les entreprises devraient se pencher sur le type de renseignements qu'elles recueillent et la façon dont elles les recueillent, les politiques qu'elles ont adoptées pour garantir l'entreposage sûr des documents, les personnes qui ont accès aux renseignements personnels, les protocoles de mise en commun et de divulgation des renseignements, et leurs pratiques en matière d'élimination des renseignements confidentiels.

### Que doivent faire les entreprises pour se conformer à la Loi?

La Loi ne comporte aucune obligation en matière de conformité. Toutefois, on recommande aux entreprises d'adopter des pratiques sûres en matière de manipulation des renseignements afin de réduire le risque que les renseignements qu'elles conservent ne tombent en de mauvaises mains.

### Comment pouvons-nous vous aider?

Dans le cadre de tout protocole de manipulation des renseignements, les entreprises doivent évaluer avec soin leur mode de gestion des documents, y compris l'entreposage et la destruction des documents, pour s'assurer qu'elles protègent adéquatement les renseignements personnels.

Securit – Gestion de documents offre des services sûrs d'entreposage des documents à l'extérieur, et les entreprises savent que les dossiers qu'elles n'utilisent pas quotidiennement sont à l'abri. Shred-it fournit aux entreprises des cabinets sécuritaires où les employés peuvent facilement déposer les documents confidentiels, qui y demeurent en sécurité jusqu'à ce qu'ils soient déchiquetés. Shred-it procède au déchiquetage des documents sur place, ce qui réduit encore les risques pour les entreprises. Pour avoir l'esprit tranquille, communiquez dès aujourd'hui avec Shred-it en composant le 1 800 697 4733 (1 800 69 shred).

Pour en savoir plus :

Identity Theft Resource Center : [www.idtheftcenter.org](http://www.idtheftcenter.org)  
Commentaires du président George W. Bush sur la signature de la Loi : [www.whitehouse.gov/news/releases/2004/07/20040715-3.html](http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/07/20040715-3.html)

Ce document ne constitue pas un avis juridique ni un conseil juridique. Prière de ne pas se fier à ce document sans avoir d'abord obtenu un avis juridique.

© Copyright 2005